

Les cahiers du

# GREP

Groupe de Recherche Environnement et Presse **SENEGAL**

NIOKOLO KOBA

**sos pour un sanctuaire**



## Coordination :

Mandiaye THIOBANE

## Comité de rédaction

Mame Oury THIOUBOU, Ramatoulaye DIALLO, Bakary COULIBALY, Ahmed DIAME, Mandiaye THIOBANE, Pape Samba DIOUF, Birima FALL, Mouhamed GUEYE.

## PHOTOS

Baboucar Mbaye Baldé  
et Armelle Nyobé

## EDITION

Abdoulaye FAYE

## BUREAU DU GREP

Président :

**Abdoulaye BARRY (RTS/TV)**

1er Vice-président chargé  
du partenariat, du lobbying  
et de la coopération

**Babacar Sène  
(AGROPASTEUR)**

2ème Vice-président chargé  
du Fundraising et du plaidoyer :  
**Elizabeth Tylaure (WADR)**

3ème Vice Président chargé  
de la formation et du ren-  
forcement de capacité :  
**Mandiaye Thiobane  
(Nouvel Horizon)**

Secrétaire général,  
chargé de l'organisation :  
**Babacar Mbaye Baldé (ONG  
Espoir pour la Santé)**

Secrétaire adjoint chargé de la  
communication et porte parole :  
**Mohamed Gueye (LE QUOTI-  
DIEN)**

Trésorier :

**Moussa Thiam (Présidence de  
la République)**

Trésorier adjoint :

**Bakary Coulibaly (PANA-  
PRESS)**

La réalisation de ce premier  
numéro du magazine les  
"Cahiers du GREP" qui est un  
spécial dont l'objectif est de  
faire un plaidoyer pour le Parc  
National du Niokolo Koba a été  
rendu possible grâce à l'appui  
de l'Ambassade des Pays-Bas à  
Dakar et le WWF Wamer.



**Pape Samba Diouf,**  
Coordonnateur régional  
du WWF WAMER

## EDITORIAL

### *Il faut sauver le Niokolo*

Ce numéro « des cahiers du Grep » le premier du genre que vous tenez entre vos mains marque une rupture, une révolution au sein du Groupe Recherche Environnement et presse (GREP). Jadis se contentant uniquement du traitement et de la couverture que les médias se font de ses activités, le GREP innove en créant ses « cahiers ». Une innovation qui s'inscrit en droite ligne des nouvelles orientations de cette plateforme d'échange et de partage de l'information réunissant tous les acteurs évoluant dans l'environnement (journalistes, communicateurs, chercheurs, agents de l'administration experts) qui a vu le jour en 2002 avec l'appui du WWF et de l'ambassade des pays Bas. Dans ses premières années d'existence, le GREP s'était lancé principalement le défi du renforcement des capacités des journalistes, du positionnement de l'environnement dans les médias et d'une meilleure circulation de l'information entre acteurs. Des défis entièrement relevés au point que le GREP a fait des émules en Guinée, une organisation sœur du GREP, le PREM (Partenariat Recherche Environnement et Media) a été porté sur les fonts baptismaux grâce au soutien du WWF. Aujourd'hui, le GREP aborde une nouvelle phase ou le plaidoyer autour des grandes causes environnementales constitue son credo avec comme tryptique; Collecter l'information sur le terrain, la présenter dans des supports de communication pertinents et mener le plaidoyer pour amener les changements nécessaires au niveau des décideurs. La démarche du GREP s'inscrit dans le sillage tracé par Maurice Strong secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue en 1992 lors du sommet de RIO qui disait que « sans information, point d'opinion publique, sans opinion publique avertie, point de volonté politique et sans volonté politique point de réussite ». C'est au nom de cette démarche, que le GREP s'est rendu au parc du NIOKOLO Koba pour mener le plaidoyer et sauver ce parc, le premier créé, le plus grand du pays où se trouve la grande partie de notre biodiversité. Toutefois ce patrimoine mondial de l'humanité, réserve de biosphère, croule sous le poids des difficultés et des problèmes qui hypothèquent dangereusement sa biodiversité (voire articles) au point d'avoir été classé en 2007 sur la liste du patrimoine en péril de l'UNESCO. Choix ne pouvait être plus judicieux pour le GREP au moment justement où le gouvernement du Sénégal a entamé une réflexion sur la privatisation du parc, au moment où également la communauté internationale vient de sortir d'un sommet mondial sur le climat et enfin, où l'année qui démarre est déclarée année internationale de la biodiversité et la convention de la diversité biologique prépare la 11<sup>e</sup> conférence des Parties au Japon. Le GREP, le WWF et leurs partenaires veulent sauver le Niokolo et dans ce combat l'important est de mettre ensemble nos efforts. Nous invitons tous les sénégalais, les partenaires au développement, la société civile et les organisations internationales à soutenir cette initiative. ●





## PARC NATIONAL DU NIKOLO KOKA

*Le Commandant Samuel Diémé, Conservateur du PNNK, en treillis, en pleine séance de briefing des visiteurs du GREP*

# A la découverte d'un patrimoine en péril

***La caravane d'une vingtaine de journalistes et techniciens sénégalais a décollé, le jeudi 19 novembre, du siège du WWF à Dakar à destination du Parc national du Niokolo Koba dans la région de Tambacounda. Elle a fait escale à Kaolack, à Koumpentoum, puis à Tambacounda avant de prendre la direction du Niokolo Koba. Nous vous proposons ici la carte postale de quatre vingt seize heures de séjour au cœur du plus grand parc du Sénégal.***

Nous sommes le jeudi 19 novembre 2009. Il est 09 heures 30, la caravane du Groupe Recherche Environnement Presse (GREP) quitta le WWF à bord de deux mini bus pour quatre jours de visite dans le Parc national du Niokolo Koba (PNNK), dans la région de Tambacounda (Sud Est du Sénégal). C'est donc parti pour la tournée de presse organisée du 19 au 22 novembre par le GREP, dans ce parc, en partenariat avec le bureau régional du programme marin pour l'Afrique de l'ouest (WWF WAMER) et l'Ambassade des Pays bas au Sénégal. Dans le bus, l'ambiance était déjà au rendez vous malgré les embouteillages sur l'autoroute au petit matin. Difficile à ces heures de travail d'entrer ou de sortir de la capitale sénégalaise à cause des longues files de voitures sur les deux voies de l'autoroute.

Après plus de 03 heures de trajet, la caravane de 24 personnes arriva dans la ville de Kaolack où devait nous accueillir un collègue Bassirou Diarra, membre actif et ancien secrétaire général du GREP. Une fois arrivés aux environs de 14 heures dans la cour du service régional des pêches où notre serviteur était en service en tant qu'inspecteur, la fatigue se lisait déjà sur tous les visages. Cette escale était donc indispensable pour permettre aux caravaniers de recharger les batteries. C'était aussi l'occasion pour d'autres d'effectuer leurs obligations religieuses et de prier Dieu pour que le voyage se déroule dans de très bonnes conditions. Mais la pause effectuée à Kaolack a permis aussi à quelques accros de prendre leurs doses de thé habituelles. Après cette courte étape, la caravane a fait cap sur Tambacounda où l'attendait, avec impatience le conservateur du Pnnk Samuel Diémé et certains de ses collaborateurs. C'est vers 20 heures que Tamba s'offre aux caravaniers du GREP, avec à l'accueil, les responsables du PNNK.

Après quelques minutes de détente et de réglage, les deux minibus sous escorte des éléments des parcs nationaux, s'engagent sur la dernière ligne droite qui doit mener au parc. Quelque 80 kms nous séparaient du sanctuaire des plus grands mammifères d'Afrique de l'Ouest. Ceux qui croyaient que le calvaire était terminé quand on est arrivé à Tamba, ont très vite déchanté quand ils ont appris qu'il fallait encore faire des dizaines de kms de pistes chaotiques en pleine forêt pour rallier l'Hôtel Simenti, dans la zone centre du parc, notre point de chute.

C'est aux environs de 22 heures que le portail de l'hôtel Simenti s'ouvre à la caravane de journalistes, chercheurs et militants de l'environnement, avec à l'accueil un orchestre mandingue local qui nous a tenu en haleine pendant 1/4 d'heure afin d'atténuer le calvaire des 600 kms de route. Sans tarder on passa au dispatching des chambres dont le nombre insuffisant ne permettait pas à chacun d'avoir une chambre individuelle à l'exception des femmes qui étaient prioritaires. Après quelques minutes de pause, le dîner nous est servi au restaurant de l'hôtel.

C'est le vendredi matin que la visite proprement parlée a démarré. Il est 08 heures au Parc national de Niokolo Koba. Après le petit déjeuner, la troupe se retrouve à l'entrée de l'hôtel. Devant nous, s'étend à perte de vue une vaste superficie de végétation, surplombée par des collines et traversée par le fleuve Gambie et ses deux affluents qui longent le parc.

Situé au Sud Est du Sénégal, à cheval entre les régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda et très proche de la République sœur de Guinée Conakry, le parc national du Niokolo Koba (PNNK), créé en 1954, couvre une superficie de 913.000 hectares s'étendant sur 800 kms de pistes et répartie en trois zones d'intervention (Est, Centre, Nord). Le parc attire l'attention de tous et ne laisse personne indifférente, grâce à son immensité, sa beauté et ses rayons mais aussi la richesse de sa faune notamment la présence du lion et l'éléphant qui ne sont malheureusement très visible au moment où nous passions. L'importance de sa faune et de sa flore composées de toutes les espèces végétales et animales des savanes d'Afrique de l'Ouest et l'essentiel de la biodiversité du Sénégal, avait nécessité le déplacement, dans les années 70, de nombreux villages, afin de créer ce parc qui, aujourd'hui, à cause de l'action de l'homme et l'absence de financements conséquents, est en voie de disparition.



*Des Cobs de Buffon très visibles à l'intérieur du parc*

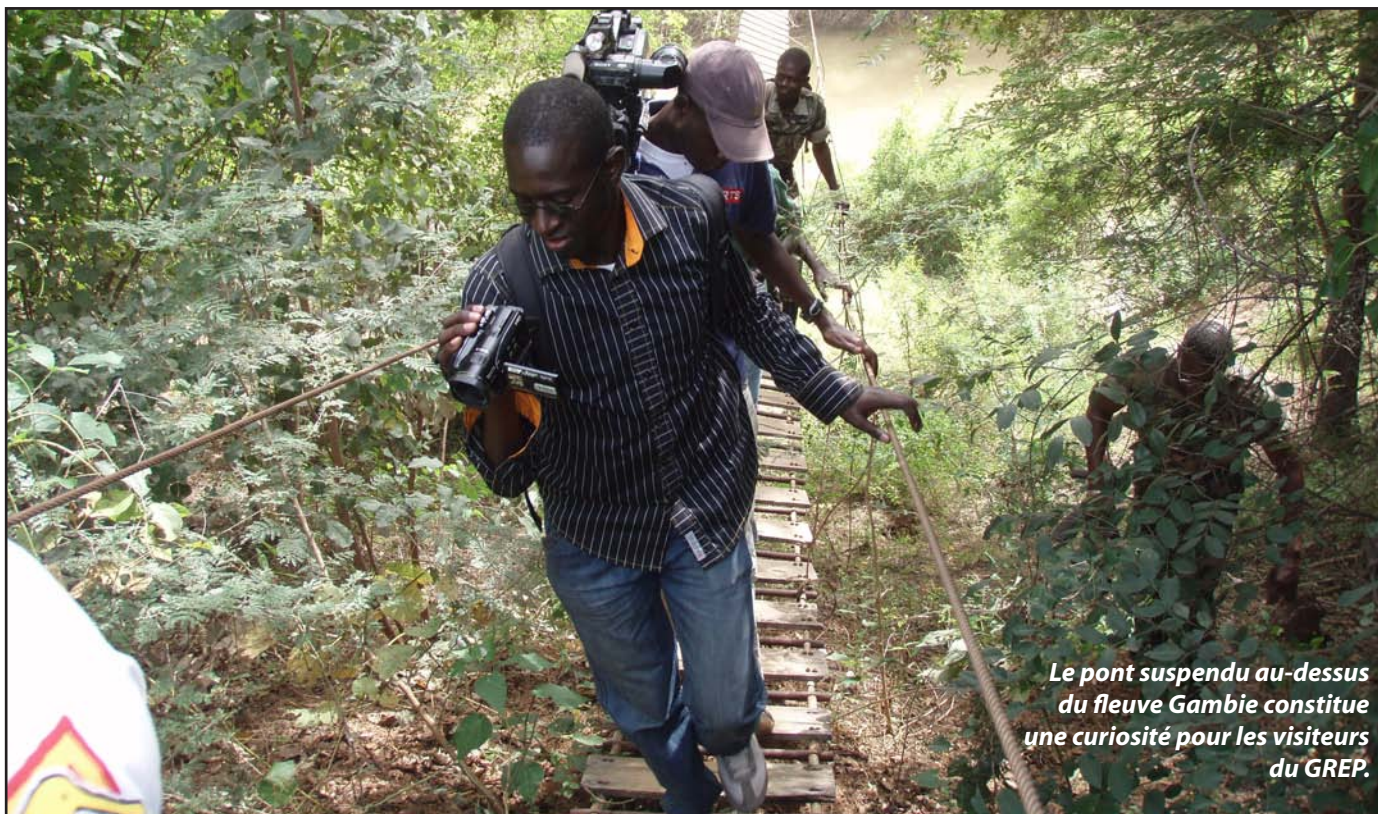
## Vendredi 20 novembre : démarrage de la visite

Le programme du jour a débuté par une introduction faite par le colonel Samuel Diémé, conservateur du parc. D'emblée il a demandé à chaque participant de se présenter et de décliner ses attentes par rapport à la visite. Il a ensuite fait une présentation du parc avant de dévoiler aux nombreux participants les objectifs de notre séjour ainsi que les différentes étapes. C'est après que l'équipe s'est dirigée vers la mare de Simenti qui a été la première étape de notre visite à bord de deux voitures 4X4 et d'un camion Safari. Ce premier arrêt a permis au commandant Diémé de nous faire part de l'ensemble des problèmes que connaît la trentaine de mares au niveau du parc. A l'image des autres points d'eau, la mare de Simenti est confrontée à de sérieux problèmes environnementaux, notamment l'ensablement et l'envahissement par le mimosa pigra et le myrtagina inernis qui ont entraîné un rétrécissement du plan d'eau.

Après la mare de Simenti la deuxième étape de la visite nous a conduits à l'aérodrome de Simenti qui est un atout touristique du parc. C'est là où toutes les données météorologiques sont collectées avant d'être envoyées à la station régionale de Tambacounda. Sur place, le coordonnateur, l'adjudant chef Bakary Sagna, nous a étalé tous les maux dont souffre cet espace. Il s'agit, entre autres, de la radio qui est en panne depuis le mois d'Août 2009 et qui, faute de moyens, ne peut être réparée. L'aérodrome est doté d'une piste latéritique d'environ deux km et est entièrement clôturé. Toutefois, l'adjudant chef a déploré la diminution des activités du fait de la rareté des touristes, mais aussi le manque de collaboration entre les ministères du tourisme et de l'environnement pour une meilleure gestion de l'activité touristique dans le parc.

Ensuite, cap sur le Gué de Damantan qui permet, à une période de l'année, de rejoindre l'autre partie du parc après avoir traversé le fleuve Gambie. Il est l'un des plus grands gués parmi les 6 que compte le parc. Les agents du parc ont à l'unanimité, soutenu la nécessité d'y construire un pont afin de pouvoir leur permettre de faire correctement leur travail et de faciliter le déplacement des animaux. Toutefois ils ont précisé que le Gué constitue un échantillon des difficultés d'aménagement du parc, avant de manifester leur inquiétude concernant les conséquences que pourrait entraîner la construction du barrage de Sambagalou. C'est la visite de la panthère qui a constitué l'attraction du jour. Elle a permis de voir une panthère qui vit seule dans un enclos





*Le pont suspendu au-dessus du fleuve Gambie constitue une curiosité pour les visiteurs du GREP.*

avec une végétation touffue et dont la gestion est assurée par la Fondation Brigitte Bardeau. Mais, ce qui a été le plus marquant durant cette étape, ce sont les réactions des journalistes quand ils ont appris que l'animal était agressif. Si certains ont préféré ne pas s'approcher du tout de l'enclos, d'autres, plus courageux, ont essayé de rendre visite à notre hôte qui, après avoir senti la présence d'éléments étrangers sur son terroir, s'est caché dans les buissons. Il a fallu un sachet plastique de couleur utilisé souvent pour lui amener son repas pour que le félin surgisse. Suffisant pour que le groupe de visiteurs se disperse. C'était la débandade générale. Malgré tout, nos cameramen et photographes ont pu prendre quelques images de l'animal pour immortaliser notre passage. Ensuite on s'est dirigé au Camp du Lion qui est un poste de garde qui manque presque de tout. Conditions de vie difficiles, manque d'eau potable, des cases délabrées, des agents qui se cotisent pour manger... Tel est le triste décor qu'offrent les postes de gardes du parc. On a aussi visité le camp éco touristique de Diénu Djélakh géré par les populations locales elles mêmes. Elles s'occupent de toute la gestion et c'est le parc qui met du matériel à leur disposition. Il s'en est suivi la visite du Pont suspendu au dessus du bras du fleuve Gambie qui traverse le parc.

C'est vers 15 heures que l'équipe a regagné l'Hôtel pour le déjeuner.

Une ballade en pirogue au niveau du fleuve a mis fin au programme de la journée du vendredi 20 novembre. Une opération qui a permis aux différents participants divisés en deux groupes de voir des crocodiles et des hippopotames.

Place maintenant au diner, moment choisi par le commandant et ses hommes pour projeter un document de présentation du parc et ouvrir un débat sur l'état de ce sanctuaire.

Samedi 21, destination : zone Est du parc vers le mont Assirick

Une virée très éprouvante qui a permis d'appréhender, dans

une certaine mesure, la problématique de l'accès dans certaines zones du parc et la fermeture de certains postes de garde. Mais malheureusement, à cause de l'impraticabilité des pistes due à l'absence d'aménagements et l'éloignement du mont Assirick, cette partie a été finalement amputée de la visite. Ainsi, la caravane a fait escale à Djénu Djélakh pour rencontrer les populations locales et le comité villageois qui s'occupe de la gestion du projet éco touristique du village. Après ce passage, on a regagné les véhicules mais à la surprise générale, après presque une heure d'escale, le chauffeur du camion Safari venait de se rendre compte d'une crevaison. La caravane vient de connaître sa première fausse note. Il fallait encore patienter une heure de plus sous une forte chaleur pour permettre au chauffeur de changer de pneu. La fatigue et la désolation se lisaient sur tous les visages, même chez les gardes.

Après cette escale, il restait les derniers points de la tournée, à savoir la pause déjeuner et la rencontre avec les populations de Dialacoto et les guides touristiques issus des villages de la périphérie à Darsalam à l'entrée du parc.

Ouf de soulagement pour la vingtaine de visiteurs qui venait d'arriver dans ce somptueux restaurant local de Dialacoto où se trouve la grande porte d'entrée du PNNK après avoir après plus de cinq heures de route. Sur place, le coordonnateur du Parc et les guides locaux nous ont accordés quelques interviews avant de nous permettre de prendre la photo de famille qui devait mettre fin à la dernière journée de la visite de terrain. Après cette étape le coordonnateur du Parc devait prendre congé des visiteurs pour rejoindre son bureau à Tambacounda, avant que le cortège ne reprenne le chemin du retour à l'Hôtel où on est arrivé vers 19 heures. Une nuit de détente, d'émotions mais qui a permis à notre équipe de faire les derniers réglages avant de prendre le chemin du retour le dimanche 22 novembre au petit matin en direction de Dakar qui s'est pointé aux environs de 22 heures après plusieurs escales notamment à Koupentoum, Mbirkilane et à Kaolack. ●

## PARC NATIONAL DE NIKOLO KOPA

# Vie et mort d'un patrimoine

**Le Sénégal compte un certain nombre de parcs. Mais, la particularité du Parc National du Niokolo Koba (PNNK) réside dans le fait que non seulement il est le plus important du point de sa superficie et de ses richesses fauniques et forestières, mais il est aujourd'hui un patrimoine en péril. Comme une mort lente, le PNNK se dégrade de jour en jour et n'a pas encore les moyens de sa restauration.**



**La divagation des animaux domestiques constitue une grave menace pour le Niokolo Koba**

Réserve de chasse à partir de 1926, puis forêt classée en 1951, réserve faunique en 1953, le Niokolo-Koba a obtenu le statut de parc national en 1954 pour protéger et conserver la faune et la flore menacée. Certes, des agrandissements sont intervenus entre 1962 et 1969, mais l'accession du Sénégal à l'indépendance ayant suscité d'autres priorités gouvernementales, certaines zones ont été laissées à l'abandon et le braconnage a pris de l'ampleur.

Depuis 1981, le PNNK figure à la fois sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO et sur celle du Réseau mondial des réserves de biosphère (M.A.B). Et, à partir des années 1990, une collaboration suivie entre la Direction des parcs nationaux (DPN) du Sénégal et l'ORSTOM - devenu IRD (Institut de recherche pour le développement) dans l'intervalle - permet notamment le dénombrement annuel des animaux présents dans le parc.

Cerise sur le gâteau, le PNNK intègre dans les années 90 un complexe écologique plus vaste, appelé le Niokolo-Badiar, qui réunit, en plus du Niokolo, le Parc du Badiar et les forêts classées de Ndama et du Badiar Sud, situés en Guinée. Ce qui fait du PNNK l'une des plus importantes réserves d'animaux de l'Afrique de l'Ouest.

Couvrant une superficie d'environ 913 000 hectares, le parc du Niokolo-Koba offre un paysage riche et très varié, où se concentrent presque toutes les espèces végétales et animales des savanes de l'Ouest africain. Au cœur du Sénégal Oriental, le milieu est relativement plat. Quelques petites collines, dont l'Assirik (311 m), surplombent les cours d'eau comme la Gambie et ses deux affluents, le Niokolo-Koba qui a donné son nom au parc et le Koulountou, où les animaux s'abreuvent. La végétation est variée : savane sèche, forêt galerie le long des cours d'eau, lacs et marécages.

Avec le Badiar, on se retrouve face à un espace singulier et mystérieux à la fois. Dès que vous pénétrez dans ce sanctuaire du Niokolo-Badiar, vous êtes frappés par l'abondance, la densité, la diversité du couvert végétal. Ces contrastes offrent aux animaux l'eau, l'herbe, les arbres, les espaces découverts, sources de vie dont ils ont besoin.

C'est une région de savane dont la flore et la faune sont extrêmement variées qui se chiffraient dans un passé assez lointain à : 1.500 espèces de plantes, 80 espèces de mammifères, 350 espèces d'oiseaux, 36 espèces de reptiles, 20 espèces d'amphibiens et 60 espèces de poissons. Parmi les mammifères, (espèces sont rares ou menacées : le Colobe bai, le Chimpanzé, l'Éléphant, l'Élan de Derby et le Lycaon.

## La descente aux enfers

Aujourd'hui, force est de reconnaître que ce patrimoine mondial qui est le PNNK est en péril, ce qui fait qu'il urge de tirer sur la sonnette d'alarme pour, non seulement le sauver, mais pour lui permettre de remplir ses missions. Seulement, depuis 2007, le PNNK fait partie des 31 sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial en péril du Comité du patrimoine mondial, selon l'article 11, Alinéa 4 de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel adopté par l'UNESCO en 1972.



*Un exploitant forestier pris en flagrant délit en train de couper les rôniers*

Pourquoi un tel cri d'alarme pour le Niokolo Koba ? Parce qu'aujourd'hui, éléphants, panthères, lycaons et chimpanzés sont menacés d'extinction par le fait du braconnage. Toute chose qui fait que ces espèces deviennent rares dans le PNNK. La plus grande antilope, l'élan de Derby, menacée à travers le monde, est encore présente au Sénégal et au Mali, on en compte 120 dans le Niokolo Koba. Le Parc du Niokolo Koba ne compte plus qu'une dizaine d'éléphants réfugiés sur le Mont Assirik. Pourtant par le passé cette région en comptait beaucoup, mais la sécheresse des années 80 et surtout le commerce de l'ivoire ont participé à diminuer dramatiquement leur nombre. Les éléphants ont été massacrés jusqu'aux années 1990, depuis ils sont protégés par la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction.

Pour contrôler et gérer au quotidien ce patrimoine mondial plus vaste que nombre de régions du Sénégal, le conservateur du PNNK, le commandant Samuel Diémé, ne dispose que d'un budget de 120 millions F CFA, d'ailleurs difficilement mobilisable. Ses bureaux se trouvent à Tambacounda à une centaine de kilomètres du parc, et il gère un personnel composé de 122 agents. Ce qui fait un ratio d'un garde pour 7500 ha. Avec un parc de véhicules poussifs.

Quelque 30 postes de garde sont répartis sur l'étendue du parc. Comme pour ne rien arranger, seuls 17 postes de garde sont fonctionnels avec, pour la plupart un habitat dégradé, une absence d'eau potable, d'électricité, une popote pour se nourrir pour des gardes dont le salaire n'est pas des plus consistants, donc sans ration journalière pour tout militaire en déplacement.

Même si, au niveau de quelques postes comme celui du camp du lion, l'habitat a été réfectionné, avec des panneaux solaires et une pompe à eau, tel n'est pas le cas pour l'essentiel des postes de gardes au fond de cette jungle. Pire, il n'y a que trois agents qui séjournent pendant au moins vingt jours au niveau de chaque poste, avant de se faire re-

layer par un autre groupe. Il s'agit donc de trois jeunes éléments qui se déplacent à pied, sans moyens de communication mobile, encore moins de locomotion. Quand ils sortent de leurs bases qui disposent d'un poste fixe de radio pour aller à la rencontre des braconniers et autres exploitants forestiers, ils sont coupés de tout. Ce qui signifie absence de moyen d'appeler des renforts en cas d'attaque de braconniers lourdement armés comme ce fut le cas plus d'une fois selon un élément de la brigade mobile, ou bien pour secourir un agent mordu par un serpent par exemple.

Et, comme l'a souligné le conservateur du parc, pendant dix ans, il n'y a pas eu de recrutement. « C'est en 2001 qu'une étude avait montré que si la situation de non-recrutement se poursuivait, les parcs vont disparaître. Et, à la même période, le budget du PNNK est passé de 14 à 122 millions », souligne le commandant Diémé. Avant d'ajouter : « depuis 2003, des recrutements se font régulièrement, même si les quotas restent insuffisants ». Tout pour dire qu'il se pose un vrai problème de prise en charge du parc par l'Etat du Sénégal.

En somme, les facteurs qui sont à l'origine de la situation actuelle de ce patrimoine mondial sont très variés. A l'en croire, il s'agit, entre autres, de l'accentuation du braconnage sous toutes ses formes surtout vers la frontière guinéenne, l'absence de plans d'aménagement, l'insuffisance des moyens financiers et de surveillance, la dégradation des pistes et l'inaccessibilité des animaux, la vétusté du réseau de communication, les feux de brousse, le tarissement prématuré de la plupart des points d'eau, la colonisation des mares par des plantes envahissantes et la divagation du bétail dans le parc.

Et la communauté internationale dans tout cela ? Une telle question est loin d'être saugrenue dans la mesure où il est question d'un site inscrit sur la liste du patrimoine mondial en péril depuis 2007 par le Comité du patrimoine mondial. ●



*La stèle d'un garde faune tombé sous les balles des braconniers à l'occasion d'une fusillade.*

## CONSERVATION DES ESPÈCES ET DES HABITATS

# L'implication des populations riveraines comme viatique

CONSERVATIONS ESPÈCES

Par Mame Woury THIOUBOU



*La panthère en cage, passage obligé pour les visiteurs du PNNK*

***Plus d'un demi-siècle après sa création, le Parc national du Niokolo Koba (Pnkk) est confronté à une régression drastique de ses espèces animales et végétales et était pratiquement sous gestion exclusive de l'administration des parcs. Face à cette situation, aujourd'hui, les stratégies de conservation privilégient l'implication des populations locales dans la gestion de ce patrimoine.***

Les espèces végétales comme animales sont en nette régression sur l'étendue du Parc national du Niokolo Koba. L'inventaire effectué conjointement en 2007 par l'Unesco et l'Union mondiale pour la conservation de la nature (Uicn) a montré que plusieurs espèces sont menacées de disparition si des mesures ne sont pas prises. Ainsi, les éléphants que l'on y retrouvait encore au début des années 80 ont aujourd'hui disparu tout comme les girafes. Selon les estimations, seule une dizaine d'éléphants survivent réfugiés sur le Mont Assirick. A l'origine de cette perte de biodiversité, l'action anthropique qui s'est ajoutée à l'action de la nature. « On constate une diminution drastique des espèces aujourd'hui » constate le conservateur du parc le Commandant Samuel Diémé. Une situation qui a mené le Niokolo sur la liste des patrimoines en péril de l'Unesco. La détérioration généralisée des conditions climatiques au Sahel qui favorise un tarissement précoce des mares et la baisse du niveau des cours d'eau en est une des causes. Les animaux privés d'eau se regroupent autour de quelques mares, devenant ainsi les cibles privilégiées des braconniers. Les menaces sur la biodiversité du Pnkk sont aussi liées à l'apparition de plantes envahissantes. *Mimosa pigra* et *Lawsonia inermis* qui ont fini de coloniser la mare de Koulountou « totalement envahis » selon le Lieutenant Moussa Ndour, chef de la zone centre du Pnkk. Pour la mare de Simenti, une des principales attractions du parc, la situation est grave. « La mare est



*Un des rares postes de garde rénovés avec l'utilisation de l'énergie solaire pour améliorer les conditions d'existence des gardes faune en pleine jungle.*

en train de rétrécir et de se transformer en marécage ». En l'absence d'explications scientifiques à ce phénomène apparu au cours des quinze dernières années, aucune des solutions déjà mises en œuvre comme l'arrachage manuel n'ont donné de résultats probants. Et dans les prochaines années, d'autres menaces, notamment liés aux effets du barrage de samba Ngalou, pèsent sur le parc. Selon le Cdt Diémé, « aucune étude d'impact ne nous permet d'avoir des précisions sur le niveau des eaux après la construction du barrage ». Déjà, en saison des pluies, le parc est divisé en deux du fait de l'impraticabilité du Gué de Damantan. « Il risque tout simplement d'être coupé en quatre si les deux affluents de la Gambie, le Niokolo et la Koulountou subissent aussi des changements de régimes hydrologiques ». Cette perspective renforce les craintes quant à une recrudescence du braconnage dans la mesure où le parc polarise un peu plus de 90 000 habitants repartis dans 304 villages et 9 communautés rurales.

### **L'ère de l'approche participative**

Délogé du périmètre du parc à partir des années 1970, les populations du Niokolo sont aujourd'hui au cœur du dispositif de conservation. La gestion intégrée et participative fait suite aux politiques de protection dure qui ont prévalu durant des décennies sur cette espace. Aujourd'hui, même si les frustrations subsistent, la logique de protection intègre la participation des populations établies à la périphérie du parc. Ainsi explique le Commandant Samuel Diémé, conservateur du parc, un partenariat existe avec l'ensemble des 9 communautés rurales qui ceinturent le parc. A travers ce dispositif, il s'agit « de faire prendre conscience aux populations du rôle majeur du parc » qui va bien au-delà du niveau local ou national. Ainsi des activités génératrices de revenus sont menées à la périphérie pour faire prendre conscience aux populations des enjeux de la conservation et desserrer un tant soit peu l'étouffement qui pèse sur les ressources naturelles. C'est ainsi que des campements touristiques villageois sont installés dans l'espace du parc. L'exemple du campement

éco-touristique des villageois de Dienoudiala installé au camp du Lion en plein cœur du Pnkk est édifiant. Le vieux Tamba Konté, notable de ce village renseigne que « les recettes générées sont bénéfiques pour le village. Par exemple, lors des grandes fêtes, nous achetons des bœufs pour les partager entre tous les villageois ». Aujourd'hui, l'objectif de faire participer les villageois à la surveillance s'est ancré et beaucoup de villages rejettent à l'image de Dienoudiala toute activité nocive pour le parc, particulièrement le braconnage et l'exploitation clandestine d'espèces à hautes valeurs commerciales comme le Venn ou le bambou. Les villageois ont pris le pari de participer à la conservation pour en recueillir les fruits. Et les retombées sont au rendez-vous avec la mise en œuvre de diverses activités génératrices de revenus mises en place par le Programme de gestion intégré des écosystèmes du Sénégal (Pgies) ou encore le programme de gestion durable et participative des énergies traditionnelles et de substitution (Progede). Il s'agit notamment de la mise en place de fermes d'élevages de pintades mais aussi de forêts communautaires villageoises. ●



*La mare de Simenti, principale source d'abreuvement des animaux en pleine saison sèche, envahie par les plantes envahissantes.*

# L'épineuse question de la cohabitation



**À Djenou Djala, les visiteurs ont pu apprécier la cohabitation qui existe entre les villages riverains et le parc. En médaillon, Madi Ndiaye, président des guides touristiques de Tamba.**

**La problématique de la cohabitation entre populations riveraines et aires protégées fait, aujourd'hui, l'objet de vifs débats entre acteurs concernés. Dans le Parc national du Niokolo Koba, au sud-est du Sénégal, le débat bat son plein.**

Tine Makalou, guide touristique au village de Dar Salam, se souvient du temps où lui et ses parents vivaient encore à l'intérieur du Parc national. A cette époque, la cohabitation entre le Niokolo Koba, l'un des plus grands parcs sauvages du Sénégal, et les villageois était harmonieuse. « Nous habitons dans le parc et nous y menions diverses activités qui assuraient notre survie », explique le jeune homme. Aujourd'hui, les temps ont bien changé à la périphérie de la réserve. Les pressions humaines y sont devenues très fortes et différentes. Elles y occasionnent une perte de la biodiversité et sa dégradation à un rythme alarmant. Comment ? Avec des villages et hameaux de plus en plus peuplés vivant aux abords, une demande en ressources et en terres cultivables de plus en plus importante, le parc peine à suivre cette courbe exponentielle.

Situé au sud-est du Sénégal, à cheval sur les régions de Tambacounda, de Kédougou et de Kolda, le Parc national du Niokolo Koba (PNNK) fascine par ses multiples facettes. Ces 913 000 ha de superficie et la richesse de sa biodiversité, tant animale que végétale - 1500 espèces de plantes fleurs répertoriées -, en font l'une des plus vastes réserves de faunes de l'Afrique de l'Ouest. Mais aussi, une source inestimable de biens et services. Pas étonnant, alors, que

quelques 304 villages et hameaux, concentrant pas moins de 91 000 habitants, se soient installés tout autour. Ces populations, rurales dans leur grande majorité, s'adonnent exclusivement à l'exploitation des ressources comme moyens de subsistance. Entre autres activités menées : l'agriculture, l'exploitation de certaines essences forestières, la pêche, la chasse, la cueillette, l'exploitation de sable dunaire, etc. Ces activités permettaient aux communautés locales de subvenir à leurs besoins dans une harmonie parfaite avec le parc. « On ne prélevait que ce dont nous avons besoin et nous entretenions d'excellentes relations avec les agents du parc », martèle Tine. A cette époque, la présence de villages dans le parc était encore tolérée par les autorités. Du moins, tant que leurs actions s'inscrivaient dans le respect de la conservation. Aujourd'hui, ce temps semble révolu. Le parc fait face à de multiples agressions d'origine humaine qui menacent son existence. L'explosion démographique a entraîné une hausse de la pression exercée sur les ressources. Très vite, les besoins des communautés en terres cultivables, en nourritures et en matières premières se sont élevés. Les activités se sont alors intensifiées dans le parc. Il faut plus prélever pour mieux vivre. D'autant que la réserve fait l'objet de beaucoup d'intérêts de la part des populations de certains pays limitrophes qui, avec la complexité des autochtones, s'adonnent à des pratiques dévastatrices. « Les Guinéens n'hésitent pas à entrer dans le parc pour exploiter certaines ressources animales et forestières qu'ils vont revendre dans des marchés le long de la frontière », précise le commandant Samuel Diémé, Conservateur de PNNK. Pour lui, cela ne fait aucun doute : « la cohabitation entre le parc et les populations riveraines est devenue un élément crucial dans la gestion durable du Niokolo Koba ».

## 1972 : LA GRANDE RUPTURE

Les multiples agressions dont faisait l'objet le PNNK ont amené les autorités à prendre, en 1972, une décision de taille qui a marqué à jamais les relations entre le parc et les

populations riveraines. A cette date, l'administration a, en effet, choisi de déguerpir les communautés vivant à l'intérieur du parc. « La présence des populations dans la réserve était jugée menaçante pour sa survie », informe le commandant Diémé. Les villages sont alors réinstallés, de 1972 à 1976, à la périphérie du parc. Si cette nouvelle stratégie, adoptée par les autorités, a permis de vider le parc de ses occupants, il n'en demeure pas moins que les pressions persistent. Pis, certaines communautés qui se sont senties victimes d'une spoliation, se sont vite radicalisées. Une situation qui n'a fait qu'exacerber les relations, déjà tendues, entre agents des parcs et populations riveraines.

## VERS UNE APPROCHE INTEGREE

Aujourd'hui, l'heure est à une démarche intégrée. La reconnaissance des communautés comme partie intégrante dans la gestion du parc est venue à son heure. La répression sous tous azimuts a cédé la place à la concertation. Cette nouvelle approche se traduit notamment par l'implication des communautés dans les activités d'aménagement du parc et l'autorisation délivrée à ces dernières pour l'exploitation de certaines ressources comme le bambou, la paille, etc., nécessaires à la construction des cases. En outre, le développement socioéconomique des populations riveraines du parc est aujourd'hui considéré comme fondamental pour une cohabitation harmonieuse. De nouveaux projets et programmes commencent à promouvoir ce développement local. C'est le cas notamment du Programme de gestion intégrée des écosystèmes du Sénégal (PGIES). Ce programme qui intervient dans les localités situées en périphérie des parcs et réserves du Sénégal, tente d'améliorer les conditions de vie de ces populations. A Diénoudiala, village limitrophe du Parc Niokolo Koba, le PGIES accompagne déjà les populations par la mise en place d'une mutuelle d'épargne et le développement du maraîchage pour les femmes. Autant d'activités qui devraient permettre une meilleure cohabitation entre les populations et le parc pour la survie de se dernier. ●



*Des braconniers avec leurs matériels entre les mains des gardes faune.*

## « Nous sommes disposés, de concert avec le gouvernement du Sénégal, à trouver les voies et moyens pour sauver ce patrimoine »

**Qu'est qui motive l'ambassade des pays Bas à financer une organisation comme le GREP ?**

Permettez moi de profiter de l'opportunité que vous m'offrez pour, encore une fois, présenter mes vœux les meilleurs en ce seuil de nouvel an au peuple sénégalais et à tous nos partenaires, qu'ils soient du gouvernement, de la société civile mais aussi des média. Nous pensons que le Groupe Recherche Environnement et Presse (GREP) est une initiative originale en ce sens qu'il met en contact l'ensemble des acteurs clés qui évoluent dans le domaine de l'environnement (chercheurs, agents de l'administration, journalistes, communautés) ce qui permet de décloisonner et favoriser un meilleur partage de l'information environnementale. Le GREP est aussi une bonne plateforme pour discuter des problématiques environnementales majeures, pour faire la veille sur les grandes politiques et pratiques environnementales, pour faire la sensibilisation auprès des populations. Notre conviction est que sans ce dialogue, sans cette sensibilisation, sans cette concertation, les défis de l'environnement ne sauraient être relevés. C'est pourquoi, nous avons d'ailleurs accordé une deuxième phase de financement au GREP pour consolider les acquis obtenus lors de la première phase.

**Le Niokolo est en danger, est ce que l'ambassade des Pays Bas est dans des dispositions d'apporter sa contribution pour sauver ce patrimoine ?**

Dans le principe, l'ambassade est favorable à œuvrer pour tout ce qui va dans le sens d'une meilleure gestion de la biodiversité et d'une meilleure gestion des ressources naturelles. C'est pourquoi, nous apportons depuis 2005 une aide substantielle (8 milliards FCFA en 2009) au gouvernement du Sénégal à travers un appui budgétaire sectoriel pour l'aider à développer et mettre en œuvre une politique environnementale respectueuse des engagements internationaux, mais aussi favorable au développement économique, environnementale et sociale du pays. Cet appui budgétaire n'est pas ciblé sur des programmes précis, mais vient en appui aux priorités du gouvernement. Sous ce rapport, la situation du Parc national du Niokolo nous préoccupe et nous constatons que le gouvernement n'a pas pu libérer, ces dernières années, le budget nécessaire pour réhabiliter les infrastructures du parc et améliorer sa gestion. Mais, il ne s'agit pas seulement d'un besoin de budget mais aussi d'expertise de gestion qui permet de renforcer l'attractivité du parc pour le tourisme. C'est important, parce que le tourisme fait non seulement rentrer des recettes au parc mais pourrait aussi, si c'est bien organisé, profiter aux populations environnantes. Il est essentiel que les populations qui habitent autour du parc en perçoivent des retombées en termes de développement de leurs localités et en termes de travail. Nous sommes disposés, de concert avec



le gouvernement du Sénégal, à trouver les voies et moyens pour sauver ce patrimoine. Nous savons que les autorités sénégalaises restent préoccupées par la sauvegarde de la biodiversité, c'est un pays qui mène déjà des efforts louables dans ce sens et le Sénégal est signataire de plusieurs conventions sur l'environnement.

**Quels sont les objectifs prioritaires de l'Ambassade des Pays Bas au Sénégal en matière d'environnement ?**

L'environnement constitue le secteur clé de notre intervention au Sénégal dont la démarche s'inscrit dans le cadre global de la lutte contre la pauvreté et d'atteinte des Objectifs de Développement pour le Millénaire (ODD). Dans ce cadre, et hormis le soutien que nous apportons à l'Etat du Sénégal par le biais de l'appui budgétaire, nous accordons également un appui financier à certaines ONG environnementales présentes au Sénégal : UICN, WWF, Wetlands International, ENDA, etc. Cet appui cherche à favoriser l'émergence au Sénégal d'une société civile environnementale dont les activités de sensibilisation et de lobbying viendraient compléter celles de l'Etat en matière de protection de la nature. Les petites ONG environnementales locales ne sont pas en reste : un fonds d'appui à ses structures est logé à l'UICN pour permettre à celles parmi elles qui sont porteuses de petits projets de les soumettre à un comité d'adjudication.

Toujours au niveau national, nous soutenons également le Centre de Suivi Ecologique (CSE) qui, comme vous le savez, est la mémoire institutionnel des changements environnementaux au Sénégal. Un tel appui vise à rendre le Centre plus apte à rendre compte de l'état de l'environnement au Sénégal mais également de concevoir un cadre méthodologique et d'analyse devant permettre, dans un futur proche, l'évaluation économique des biens et services produits par le secteur de l'environnement au Sénégal et leur intégration dans les comptes nationaux.

Dans le même ordre d'idées, l'Ambassade est très présente dans le Renforcement capacités des parlementaires et élus locaux.

Au plan régional, nous appuyons l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) pour la gestion intégrée des eaux du fleuve et la lutte contre le typha. La gestion intégrée des eaux connaît des importants aspects environnementaux, liés à l'effet qu'ont les divers types d'utilisation (production d'énergie, irrigation, transport fluvial, pêche, etc.), sur la qualité de l'eau et la biodiversité.

Toujours au plan régional l'ambassade appuie le Programme Régional de Conservation de la zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest (PRCM), dont le siège se trouve à Nouakchot. ●

## PARC NATIONAL DU NIOKOLO KOKA

# Un potentiel éco-touristique inexploité



*Des touristes anglais venus de la Gambie pour visiter le parc*



*Un des nombreux miradors du parc qui permet en toute discrétion de regarder les animaux, surtout au niveau des marres.*

**Le Parc national de Niokolo Koba (PNNK), classé patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1981, abrite à lui seul 70 % des forêts galeries du Sénégal et donc une grande biodiversité. Suffisant pour qu'il se positionne avec un fort potentiel touristique mais qu'on ne peut exploiter que si l'on fait face aux difficultés de gestion et d'aménagement du parc.**

On dénombre au niveau PNNK plus de 330 espèces d'oiseaux, près de 1500 espèces végétales, quelque 80 espèces de mammifères, 60 espèces de poissons, 36 espèces de reptiles et 2 espèces d'amphibiens. Suffisant pour que sanctuaire situé à près de 600 km de Dakar, puisse recevoir près de 3500 touristes par an.

Le Parc national Niokolo Koba offre un paysage riche et très varié, où se concentrent presque toutes les espèces végétales et animales des savanes de l'Afrique de l'Ouest comme des lions, des hyènes, des panthères, des lycaons, des bubales majors, des élans de derby, des antilopes-cheval, des cobs de buffon, des cobs défassa, des ourébi, des guibs harnachés, des chimpanzés, des colobes bai, des pythons de sebae, des cynocéphales, des crocodiles, des hippopotames, des grands calaos, des aigles pêcheurs, des ombrettes, des pluvians d'Egypte entre autres. Ce site touristique, qui abrite le Mont Assirik (311m), est traversé par le fleuve Gambie et ses deux affluents que sont le Koulountou et le Niokolo.

A en croire, l'Adjudant Chef Bacary Sagna, Coordonnateur de la Station Météo de l'aérodrome de Simenti : « les potentialités touristiques existent mais il faut beaucoup de moyens pour les développer car l'avenir dans 10 ans, c'est le tourisme de vision ». Il poursuit dans son entretien avec les journalistes que depuis août 2009, la radio émettrice est en panne et aucune disposition n'est encore prise dans ce sens alors qu'une dizaine d'avions peut y atterrir par mois. En plus de cela, l'Adjudant Chef Sagna «déploie la fermeture d'Air Sénégal International qui a favorisé le ralentissement de certaines activités touristiques». C'est dans cette perspective que le Conservateur du Parc, Commandant Samuel Diémé estime que «les 900 km de pistes qui existent à l'intérieur du parc doivent être réhabilités pour faciliter l'accès à l'unique hôtel du parc qu'est le Simenti et les campements touristiques comme le Wassadou, Dar Salam, Camp du Lion, Badji, Salémata et Oubadji».

Dans ce même sillage, René Blum originaire de la France, venu pour la deuxième fois visiter le parc Niokolo Koba suggère : « qu'il faut procéder à l'introduction d'espèces qui deviennent de plus en plus rares car la végétation est une faune sans doute abondante mais pas très visible». Mathieu, un autre touriste rencontré au campement de Dar Salam à l'entrée du parc « demande qu'il y'ait beaucoup plus d'organisation par une structuration des services, en créant des moyens de transport plus confortables pour les visites à l'intérieur du parc ». Pour Madi Ndiaye, Président des guides touristiques de Tamba : « si on veut sauver le parc, il faut y mettre les moyens et je lance un appel à l'opinion nationale et internationale. Mais aussi, il faut éviter de dire que le parc est fermé à partir du mois de juin ».

Le tourisme, qui est la principale activité exercée par les populations des villages environnants, constitue un atout qu'on peut développer avec l'appui des autorités. ●

**Ramatoulaye Diallo**

# La privatisation est-elle la panacée ?



*Avec la privatisation qui semble inévitable, les sites d'accueil à l'intérieur du parc pourrait peut-être montrer un autre visage.*

***La privatisation des aires protégées, en particulier les parcs animaliers, est dans l'air du temps. Pour le Parc national du Niokolo Koba (PNNK), elle est presque inévitable. Pourquoi ? Parce que le Pnnk se retrouve aujourd'hui dans une situation de dégradation telle que la dotation de l'Etat, un budget annuel qui tourne autour de 120 millions F CFA ne suffit plus pour assurer son bon fonctionnement.***

Le plus grand parc d'Afrique de l'Ouest, avec ses quelque 913 000 ha et sa faune et sa flore des plus diverses, est en train de perdre son lustre d'antan et donc son attrait. Et pour cause. Le manque de moyens ne permet plus non seulement d'assurer l'aménagement qu'il faut, mais aussi et surtout d'assurer un bon fonctionnement des services en charge de sa gestion quotidienne. Mieux, dans des pays comme l'Afrique du Sud, le Kenya, pour ne citer ces deux pays africains, cette option a fini de convaincre plus d'un sur la prise en charge des parcs animaliers.

Au Sénégal, l'exemple de la réserve de Bandia est assez illustratif des bons points de la privatisation. Même si pour nombre d'observateurs avisés, comparaison n'est pas raison. En tous les cas, la question revient toujours et l'autorité y est attendue.

Aujourd'hui, tout porte à croire que le problème qui se pose à ces autorités tourne autour de la formule de gestion à mettre pour sauver ce patrimoine mondiale en péril. Une privatisation totale ? Pour le ministre d'Etat ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature, des Bassins

de rétention et des Lacs artificiels, Djibo Leyti Kâ, lors d'une réunion sur « la privatisation de la gestion des parcs nationaux » en juin 2009 à Bandia, « il n'est pas question de vendre le parc national du Niokolo Koba ». Cette rencontre a permis aux experts, professionnels et acteurs du secteur de passer en revue les mobiles et raisons qui justifient la nécessité d'en venir à un partenariat public - privé pour la gestion des parcs nationaux. Peut-être donc la formule adoptée pour le secteur de l'eau avec une société de patrimoine à la charge de l'Etat (SONES) et une société (SDE) pour s'occuper de la commercialisation.

En tout cas, à la suite d'échanges nourris de cette rencontre de Bandia, le ministre d'Etat avait retenu le passage à une autre étape pour la gestion des parcs nationaux. A travers cette nouvelle trouvaille, l'Etat va demeurer le propriétaire des parcs nationaux comme c'est le cas dans des pays comme l'Afrique du Sud, et la Tanzanie. Selon lui, la privatisation de la gestion des parcs nationaux se fera dans un cadre légal et sur la base d'un cahier des charges et d'un appel d'offres, dans l'intérêt des populations ».

D'ailleurs, le conservateur du PNNK, le Commandant Samuel Diémé, a profité du dîner-débat organisé par le GREP à l'Hôtel Simenti, dans le PNNK, pour abonder dans le même sens. Pour lui, « la meilleure option reste le partenariat public-privé avec l'implication des populations pour la gestion du parc et non sa privatisation totale. Cela signifie que des segments comme l'activité touristique vont être confiés au privé et la conservation du parc à l'Etat. Pour cette option, tout dépendra du cahier des charges parce que trop de touristes et d'infrastructures, ce n'est pas bon pour les animaux », affirme-t-il. « Nous sommes favorables à l'implication du privé, mais le modèle de Bandia ne nous convient pas. A Bandia, il n'y a que le privé qui gère cette réserve. Les populations doivent bénéficier des retombées de la privatisation. A Bandia, tel n'est pas le cas », a-t-il relevé. Avant de poursuivre : « Le ministère de l'environnement écarte toute privatisation du parc national du Niokolo Koba, mais un partenariat public a été lancé. Certains éléments vont être cédés aux privés, notamment la promotion touristique. L'Etat continuera à assurer son rôle régalien ». A l'en croire, laisser la gestion du parc aux privés pourrait créer des dommages, notamment sur la protection de l'environnement.

M. Diémé a fait cette précision lors de la visite de presse organisée dans le parc du 19 au 22 novembre, à l'initiative du Groupe Recherche Environnement et Presse (GREP). Une visite qui intervient dans un contexte d'incertitudes pour le PNNK inscrit sur la liste des sites du patrimoine mondial en péril et surtout de privatisation des aires protégées, à l'instar de la réserve de Bandia dans la région de Thies (ouest). Et, comme s'ils s'étaient fait passer la consigne, les agents du parc, presque à l'unanimité, voguent dans le même sens. Pour eux, le mot d'ordre est « oui pour la privatisation mais pas comme le modèle de Bandia ».

Que dire pour les populations riveraines, dans un contexte de gestion participative des ressources naturelles du pays ? « Elles ne sont pas contre sa privatisation, mais souhaitent leur implication dans ce processus », déclare Madi Ndiaye, conseiller rural de Dialacoto et président de l'Association des guides de Tambacounda. Et d'ajouter : « avant toute chose, il



Les singes, particulièrement les babouins sont très visibles partout dans le parc.

faut que l'on soit préparé. Nous voulons faire partie de ceux qui sauveront le parc ».

Tout porte à croire que la privatisation du Niokolo Koba constitue aujourd'hui un passage obligé pour sa survie. Depuis son inscription sur la liste des sites du patrimoine mondiale en péril, la communauté internationale n'a fait aucun effort pour volet à son secours. L'Etat du Sénégal peine à mettre les 14 milliards annoncés pour redresser la barre. Toutes choses qui font que la gestion des parcs nationaux d'attraction et de loisirs sera ouverte aux compétences privées. Une décision qui va donner une nouvelle dimension à ces espaces de loisirs fréquentés souvent par les familles et améliorer les services jusque-là proposés dans ces espaces.

L'Afrique du Sud accueille aujourd'hui quelque cinq millions et demi de touristes par an (dont moins de 100 000 Français). Parmi les points forts de la privatisation en Afrique du Sud, par exemple, la découverte de la faune africaine, bien mieux protégée que partout, ailleurs en Afrique.

Il existe en Afrique du Sud 212 réserves et parcs animaliers, 17 d'entre eux étant des parcs nationaux de première importance, dont le parc national Kruger l'une des plus grande (deux millions d'hectares) et des plus anciennes (1898) réserve naturelle d'Afrique. Beaucoup de réserves sont privées et ont été créées pour une exploitation commerciale.

L'Afrique du Sud regorge de réserves naturelles ou animalières dites « privées » afin de pouvoir satisfaire les demandes de Safaris qui sont très populaires non seulement auprès de touristes étrangers mais aussi auprès des Sud-africains eux-mêmes. Chaque parc possède en principe des hébergements qui vont du camping aux petits chalets équipés avec cuisine. La qualité et la propreté sont sans reproche.

Ensuite viennent les grandes réserves privées accolées aux parcs nationaux qui ont ouvert leurs territoires aux animaux afin qu'ils puissent circuler librement. Chacun exploite ses terres comme il le veut dans le respect de la nature et des animaux. C'est dans la Région du Sabi Sabi, à côté du Kruger, que l'on voit le plus ce genre de pratique.

En Indonésie, le cap est en train d'être franchi. Déclarant qu'il ne peut pas financer un aménagement approprié des aires protégées, le gouvernement indonésien est en train de privatiser la gestion des parcs. La Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales soutiennent ce programme et contribuent à établir des partenariats entre les secteurs public et privé.

La gestion du Parc national de Komodo, lequel a le statut de Site du Patrimoine mondial et de Réserve de Biosphère de l'UNESCO, est privatisée dans les faits depuis 1995. Une institution transnationale à but non lucratif, basée aux États-Unis, The Nature Conservancy (TNC), a été invitée à le gérer par la Direction nationale des Parcs (PHKA). Le « concept de gestion en collaboration » de cette institution a consisté à entreprendre des activités écotouristiques avec des entreprises locales, de manière à rendre le parc financièrement autosuffisant. Néanmoins, la situation est tout autre pour la population : elle a été bannie de son territoire traditionnel, puisque l'entrée dans le parc exige un permis d'admission et qu'aucune exception n'est autorisée. Un scénario écarté par les populations riveraines du PNNK. ●

